

COMMUNIQUE

Suspension, parenthèse, report... ne sont pas des synonymes d'abrogation !

Le Premier ministre Sébastien Lecornu a présenté, le 14 octobre, un discours de politique générale que le gouvernement voudrait "**rassembleur**" et "**responsable**" avec à la clé une suspension de la contre-réforme Borne...

Le Président de la République, depuis l'étranger, annonce le 21 octobre que "**la réforme des retraites présentée était une réforme nécessaire (...) le 1er ministre a fait un choix pour apaiser le débat en proposant le décalage d'une échéance. Ça n'est ni l'abrogation, ni la suspension**".

L'Union Départementale FO 91 tient à dénoncer les manœuvres, les effets d'annonce, les contre-vérités, les ambiguïtés, le tout accompagné de renoncements lourds de conséquences sociales.

1. "Suspension ou du décalage" de la réforme des retraites : une manœuvre, pas un progrès.

Les annonces contradictoires entre le Président de la République et son premier ministre confirme que la loi n'est ni abrogée, ni remplacée : elle reste en vigueur. Les salariés, dans leur grande majorité, continuent de subir le report de l'âge légal et l'allongement de la durée de cotisation. Parler de "mise entre parenthèses" est une contre-vérité : rien n'est suspendu dans les faits, seule la relance d'une nouvelle réforme est différée... après 2027 !

Un premier pas devant un gouffre social...

→ L'UD FO 91 exige l'abrogation pure et simple de cette réforme injuste, et non un simple report électoral, pour ouvrir les perspectives d'un retour à la retraite à 60 ans à taux pleins.

2. "Responsabilité budgétaire" : priorité à Bruxelles, pas aux travailleurs.

M. Lecornu réaffirme le "cap budgétaire" et la "trajectoire de redressement des comptes". Autrement dit : la politique d'austérité continue. Sous prétexte de "responsabilité", le gouvernement prépare de nouveaux coups de rabot sur les services publics, les pensions, la sécurité sociale...

→ Pour l'UD FO 91, il est temps que le social et la santé soient prioritaires, et non l'aspect comptable.

3. "Appel à la stabilité" : vouloir le calme social sans justice sociale.

Appeler à la "stabilité" et refuser la "crise de régime", c'est tenter d'imposer le silence aux travailleurs. Ce que le gouvernement appelle "stabilité", c'est en réalité la continuité d'une politique socialement rétrograde rejetée par la majorité des travailleurs.

→ Pour l'UD FO 91, la paix sociale ne s'achète pas, elle se mérite par la satisfaction des revendications.



4. "Dialogue parlementaire" : les interlocuteurs sociaux oubliés.

Le gouvernement vante un "compromis parlementaire". Mais il oublie que la politique contractuelle n'a jamais eu lieu sur les grands dossiers : retraites, salaires, fonction publique, protection sociale. Les "concertations" annoncées sont souvent des consultations a posteriori, sans marge réelle pour les interlocuteurs sociaux. Les lettres de cadrages et autres types conclaves remettent en cause la liberté de négocier par des contraintes politiques.

► L'UD FO 91 rappelle que les conférences sociales n'ont pas à se substituer aux négociations libres. FO a déjà son cahier de revendications basé sur son analyse indépendante, c'est la force de notre organisation libre et indépendante.

5. Pour FO, Les salaires, la retraite... c'est avant la Bourse !

Le Premier ministre s'est félicité de la baisse du "spread" et de la "réaction positive des marchés". L'UD FO 91 souligne que les marchés financiers ne sont pas les travailleurs. Quand les taux baissent, les inégalités, elles, continuent d'augmenter.

Les cadeaux au patronat qui représentent 270 milliards rien qu'en 2023 sont inacceptables. Ils sont faits au détriment des travailleurs actifs, privés d'emploi et retraités, ainsi que leur famille. Il faut arrêter les exonérations des cotisations sociales pour renforcer la protection sociale (Sécurité Sociale, Assurance Chômage et retraites).

► l'UD FO 91 exige une politique sociale déconnectée des marchés ou des agences de notation. Elle n'acceptera ni retraite par points (déjà combattue en 2019-2020), ni retraite par capitalisation. Il n'y a pas de droit individuel sans garantie collective.

6. "Méthode de compromis" : un mot qui cache la compromission.

M. Lecornu parle de "compromis démocratique". Mais les compromis n'existent que lorsqu'il y a égalité de parole et de poids. Pour l'UD FO 91, la participation à des pseudo-dialogues dont le résultat est écrit d'avance est une perte de temps. Seule une politique contractuelle libre peut aboutir à de réelles avancées concrètes.

► FO restera fidèle à sa ligne : indépendance syndicale, défense des droits collectifs, et refus de toute compromission.

Derrière le vernis de l'apaisement, le discours de M. Lecornu ne change rien de fondamental : la réforme des retraites reste en place, l'austérité budgétaire continue et s'amplifie, et la logique financière s'engage vers la remise en cause de la République Sociale.

Pour l'UD FO 91, notre exigence reste claire : abrogation de la réforme des retraites, revalorisation des salaires et des pensions, défense du service public et de la Sécurité sociale. Comme indiqué dans le dernier communiqué confédéral « **Pour FO, pas de suspension des revendications !** »

L'UD FO 91 appelle ses syndicats et adhérents à continuer de construire le rapport de force dans l'unité la plus large sur des bases claires pour la défense et l'amélioration des droits sociaux.

Contact :

Christophe LE COMTE - Secrétaire Général de l'UD FO 91 -06 68 66 25 24